

RAJEN BABLEE, DE TRANSPARENCY MAURITIUS

« On peut être un nommé intègre tout comme on peut être un fonctionnaire corrompu »

La journée internationale de la lutte contre la corruption est observée chaque année le 9 décembre. Pour l'occasion, le directeur exécutif de Transparency Mauritius, Rajen Bablee, dresse un constat de la situation à Maurice.

● Quel est votre constat de la situation à Maurice concernant la corruption ?

La corruption est un fléau mondial et il concerne chaque citoyen mauricien. Il existe plusieurs façons de voir la corruption : est-elle systémique ou isolée ? Est-elle présente plutôt dans les hautes sphères ou est-elle surtout présente dans la vie quotidienne ? Mais d'abord, il faut avouer qu'il est quasi impossible de chiffrer la corruption avec exactitude, du fait que c'est une activité cachée. C'est pour cela, qu'au niveau de Transparency International, on parle surtout de perception. À Maurice, on retrouve une autre couche : une culture de corruption qui sous-entend des actions ou prises de décisions qui s'apparentent aux éléments de la corruption mais où la motivation n'est pas nécessairement un gain pécuniaire mais trouve sa source dans l'interconnexion des gens dans une petite société.

● Le thème de cette journée est articulé autour de la campagne « United Against Corruption ». Diriez-vous qu'il existe une action collective à Maurice pour combattre la corruption ?

Il y a eu et il existe des initiatives pour des actions collectives impliquant des acteurs de tous bords mais ce n'est jamais suffisant. Je reconnais que souvent, elles ne sont pas suffisamment médiatisées. Il y a des plateformes, telle la 'Public Private Platform Against Corruption' qui est présidée conjointement par l'ICAC et Business Mauritius ou le PACT qui regroupe le secteur privé. Transparency Mauritius est partie prenante de toutes ces initiatives.

● Pensez-vous que Maurice s'est rattrapé depuis qu'il avait perdu deux places sur l'indice de corruption de Transparency International ?

Non. Pas vraiment. Disons quand même que Maurice avait perdu deux rangs mais gagné un point. Il existe des faiblesses qui, au niveau d'une perspective globale de la corruption qui a plombé le pays : ce sont les

absences des lois concernant le 'Freedom of Information' ou le 'Financement des partis politiques'.

● Que propose Transparency Mauritius afin que Maurice améliore son score sur le plan mondial et aussi en Afrique ?

Plus de dialogue et de collaboration entre les différentes institutions du public, du privé et de la société civile ainsi qu'une optimisation des performances des institutions régulatrices. Outre les faiblesses citées plus tôt, il s'agit de veiller à ce que notre secteur financier, surtout l'offshore, ne soit pas perçu comme étant une passoire pour les flux financiers illicites. Des discussions avec des acteurs locaux et internationaux ont lieu actuellement et nous espérons qu'à partir de l'année prochaine, les résultats s'améliorent.

● Quel est à votre avis la définition de la bonne gouvernance ?

C'est un concept qui comprend la transparence dans les prises de décision et des actions, la redevabilité, la méritocratie, la participation citoyenne et le consensus. Il devrait s'appliquer à la fois dans les secteurs public, privé et au sein de la société civile. Il faut que chaque composante comprenne qu'elle ne détient pas toute la vérité ou l'impunité d'agir comme bon lui semble mais que le dialogue devienne la norme.

● Par ailleurs, il existe la perception que la corruption ne concerne que l'argent. Or, tel n'est pas le cas. Faut-il une campagne plus agressive pour mieux sensibiliser les Mauriciens ?

Il y a deux aspects de la corruption qui existent à Maurice et qui affectent le bon fonctionnement des institutions qu'elles soient du public, privé et de la société civile : ce sont le trafic d'influence et les conflits d'intérêt. Ils émanent de nos cultures traditionnelles et ont la peau dure. Il y a des pressions sociales très fortes qui sont exercées sur tous ceux qui ont des pouvoirs décisionnaires. Il faut aider celui-là parce qu'il est de la même communauté ou celle-là parce qu'elle est

apparentée. Lors de nos campagnes de sensibilisation à travers l'île, nous mettons l'accent dessus.

● Concernant l'ICAC, estimez-vous que l'organisme est limité dans ses prises de décision ?

C'est une question qu'il faudrait poser à l'ICAC. Il faudrait savoir que chaque enquête a sa propre réalité ou spécificité et que souvent les affaires de corruption dans les hautes sphères sont compliquées, dépendent de plusieurs institutions différentes et dépassent le cadre d'une juridiction. Il serait temps d'harmoniser le combat contre la corruption et la délinquance financière. L'idée d'une Financial Crime Commission avait été proposée par le Gouvernement en 2015. Il serait temps d'avoir des débats publics sur cette question.

● N'est-il pas temps que l'ICAC devienne une entité purgée de toute ingérence politique ?

Il est vrai qu'une des critiques qui revient souvent par rapport à l'ICAC est que son directeur général ainsi que les membres de son board sont nommés par le Premier ministre. Transparency Mauritius aurait souhaité, au nom de la transparence et de la méritocratie, qu'il existe un comité élargi pour choisir ce triumvirat après un appel à candidature. Mais on doit aussi reconnaître qu'aucun système n'est infaillible. C'est la



Propos recueillis par NUUR-UDDIN JANDANEE

transactions ou d'opérations visant à cacher sa provenance. La République de Maurice dispose d'un arsenal juridique adéquat pour combattre le blanchiment. Cependant, c'est un processus dynamique et les délinquants financiers sont toujours en train d'innover. Donc, il faut toujours rester vigilant, constamment renforcer les capacités des institutions et veiller à ce que les lois suivent les développements économiques et technologiques.

● La loi sur le financement des partis politiques n'a jamais vu le jour. Estimez-vous que c'est un recul pour notre démocratie ?

Définitivement et c'est dommage. On parle de plus en plus de 'money politics' qui fausse les enjeux des élections à Maurice comme dans le monde. Transparency Mauritius s'était réjoui du projet de loi présenté par le gouvernement en juillet de cette année. Il était aussi question de revoir les pouvoirs de l'Electoral Supervisory Commission, ce qui impliquait un changement au niveau de la Constitution. Malheureusement, le gouvernement n'a pas eu la majorité voulue pour l'amendement. Il faut savoir que le système actuel permet des abus et ouvre les vannes pour une économie parallèle, permet le blanchiment d'argent et la corruption. Transparency Mauritius compte reprendre les débats sur cette question dès l'année prochaine et inviter tous les acteurs à y participer.

● Faut-il aussi qu'on introduise des matières comme l'éthique et la bonne gouvernance dès le cycle primaire ?

L'ICAC et Transparency Mauritius travaillent toutes deux, avec les jeunes et nous avons eu des discussions pour concerter nos efforts. Les jeunes sont très réceptifs par rapport à la lutte contre la corruption et pour la bonne gouvernance. Et notre société gagnerait à ce que de tels cursus soient introduits à l'école. Nous étudions actuellement les modèles qui existent dans d'autres pays afin de voir quelle serait la formule gagnante pour Maurice.

« Les jeunes sont très réceptifs par rapport à la lutte contre la corruption... »

personne qui occupe le poste qui a le pouvoir de donner ses lettres de noblesse à l'institution ou de choisir d'être un paillason. On peut être un nommé intègre tout comme on peut être un fonctionnaire de carrière corrompu. Il faut dire qu'il existait auparavant plusieurs garde-fous au sujet du fonctionnement de l'ICAC en 2002 qui ont été enlevés en 2006.

● Sinon, la notion que le trafic de drogue est intimement lié au blanchiment d'argent est bien présente à Maurice. Comment selon vous peut-on mettre un frein à cela ?

Le blanchiment d'argent est le processus à travers lequel l'argent obtenu à travers un crime, qu'il soit le trafic de la drogue ou d'un braquage par exemple, est réintroduit dans le circuit légitime à travers une série de